

INGÉS, CADRES ET TECHS

Mobilisation unitaire
CGT, FSU, Solidaires, UNEF et UNL

8 octobre

Rompre avec l'austérité et changer de cap !

La mobilisation devient décisive pour renouer avec le progrès. L'objectif de baisse du « coût » du travail poursuivi par le patronat et le gouvernement nous enferme dans la crise. L'horizon de la France est-il de devenir un pays low cost et de courir après les pays dans lesquels les salaires et la protection sociale sont les plus bas ? Si les entreprises n'embauchent pas, ce n'est pas parce que les salaires sont trop élevés, mais parce que leurs carnets de commandes sont vides !

Pour renouer avec le progrès et la croissance, il faut changer de cap et rompre avec la financiarisation, l'austérité et les logiques de court terme.

Pour cela il est nécessaire de :

- ▶ **Réduire le temps de travail et instaurer un droit à la déconnexion !**
Nous sommes aujourd'hui bien loin des 35h ! Les salariés travaillent 39,5h par semaine, les cadres 44,1h/semaine et le nombre d'heures supplémentaires non rémunérées explose. Réduire le temps de travail c'est mieux travailler, créer des emplois en partageant le travail, et permettre à toutes et tous de pouvoir mener de front carrière professionnelle et vie privée et familiale.
- ▶ **Laissez-nous bien travailler !** Nous sommes chaque jour pressurisés par des objectifs de court terme, souvent à l'opposé de notre éthique professionnelle. Nous proposons un autre mode de management, basé sur des dynamiques collectives de long terme, reconnaissant notre rôle contributif afin de bien exercer notre métier.
- ▶ **Adopter un plan de relance à l'échelle nationale et Européenne.** Nos entreprises sont mises en danger par la finance et les actionnaires qui exigent une rentabilité toujours plus importante au détriment de l'emploi. Avec la Confédération Européenne des Syndicats, la CGT propose d'adopter un plan de relance au service des investissements d'avenir, des services publics et des infrastructures. Pour imposer des stratégies de long terme, il est nécessaire de réorienter le crédit des banques et de taxer la spéculation financière. Les 200 milliards d'aides publiques accordées chaque année en France aux entreprises doivent être conditionnées à des objectifs d'emploi, de salaires et d'investissements, pour développer notre outil productif.

CONSTRUIRE LA MOBILISATION

DÉFENDRE NOS RETRAITES COMPLÉMENTAIRES

Les négociations sur les retraites complémentaires AGIRC-ARRCO ont débuté depuis février 2015, la prochaine séance a lieu le 16 octobre.

Elles ont pour objectif de rétablir les équilibres financiers de l'AGIRC et de l'ARRCO. Deux possibilités : baisser les droits à retraite (proposition Medef) ou augmenter les ressources pour financer des retraites de qualité (proposition CGT)

L'AGIRC c'est 40 % de la pension des cadres hommes et 25 % de la pension des cadres femmes. La baisse des pensions des cadres les pousserait vers la capitalisation et les marchés financiers.

La dernière enquête de l'APEC et l'INSEE confirment le verrouillage du salaire des cadres



ugict.cgt.fr/enquete-apec-salaire

► **Reconnaître nos qualifications, augmenter nos salaires et nos retraites, mettre fin aux inégalités femmes/hommes.** Dans le cadre de la négociation sur les retraites complémentaires AGIRC/ARRCO, la CGT défend trois mesures concrètes permettant d'assurer immédiatement le maintien de l'AGIRC et du niveau des pensions :

- **L'égalité salariale entre les femmes et les hommes**, progressivement réalisée, permettrait un accroissement des cotisations tel que le déficit de l'AGIRC serait réduit de 46 %.
- **L'alignement des taux de cotisation retraite** au-dessus du plafond de la Sécurité sociale sur ceux pratiqués en-dessous, soit pour un salaire mensuel de 4 000 € brut, 7, 72 € de plus cotisés chaque mois. Cette mesure suffirait à rétablir l'équilibre financier de l'AGIRC.
- **L'instauration d'une cotisation strictement patronale**, sur les éléments de rémunération non soumis à cotisation dans les régimes complémentaires (intéressement, participation, épargne salariale, etc) : les déficits de l'AGIRC seraient réduits de 24 % et de 74 % pour l'ARRCO.

3 bonnes raisons de se mobiliser le 8 octobre :

- 1 - Défendre nos retraites complémentaires et peser sur la négociation AGIRC-ARRCO.
- 2 - Obtenir la reconnaissance de nos qualifications et la revalorisation de nos salaires.
- 3 - Exiger une rupture avec les politiques d'austérité qui nous mènent dans le mur.

8 octobre 2015 - Manifestation nationale à Paris
Rdv 14h place de la République



f.com/UGICT
[@CGTCadresTechs](https://twitter.com/CGTCadresTechs)
www.ugict.cgt.fr